

qu'une société moderne, honnête et généreuse ne doit pas accepter.

Le temps est révolu où l'individu doit lui-même, sans l'aide d'autrui et à la grâce de Dieu, se faire un chemin vers les sommets. La belle époque des Rockefeller, Vanderbilt, Ford est pratiquement révolue.

Aujourd'hui, la réalité est tout autre, et il ne faut pas espérer ni désirer voir revenir cette société individualiste. Depuis un demi-siècle, notre pays s'est de plus en plus orienté vers le collectivisme et ce que Mackenzie King préconisait en 1918, avec l'adoption des dernières mesures sociales, du code du Travail, du régime de pensions et avec l'adoption prochaine d'un programme d'assurance-chômage-santé, tous ces projets se sont transformés en des lois et ce grâce au parti qui siège de ce côté-ci de la Chambre.

Il est évident que le parti libéral, plus que tout autre, a compris les grands courants de l'histoire, a saisi les changements qui se produisaient au pays et a apporté les solutions qui nous ont amenés à cette société collectiviste que nous connaissons présentement. Dans sa doctrine, sa direction et sa politique, le parti libéral n'a pas perdu contact avec les modes traditionnels de pensée et d'action, mais a toujours compris l'évolution de notre société, et c'est pourquoi, aujourd'hui, il se dirige vers les deux attitudes nécessaires à l'épanouissement de notre pays, soit la planification économique dans l'administration et l'établissement d'un nouveau mode de vie pour les deux groupes qui forment notre grande nation.

En décembre dernier, le Conseil économique du Canada déposait son premier rapport et établissait les buts que le Canada devra viser et atteindre pour 1970.

Même si ce rapport n'a pas reçu toute la publicité qu'il méritait, et ce à cause des difficultés face auxquelles se trouvait le Parlement à ce moment-là, c'est-à-dire en décembre dernier, je crois qu'il s'agissait alors d'un point tournant de notre histoire économique et politique. Maintenant, les partis politiques devront nécessairement tenir compte du rapport que le Conseil économique du Canada produira chaque année. Il deviendra le document de base de «l'électorat canadien», qui y verra l'état économique de la nation.

Si nous voulons que le Canada atteigne le niveau de vie établi par le Conseil et le plein emploi, il faut que le gouvernement s'attaque avec fermeté au mal le plus grave que l'on connaisse au pays: le niveau de vie dans les régions rurales de l'Est et le chômage dans les petits centres urbains éloignés des grandes villes.

[M. Chrétien.]

Le programme ayant trait aux régions désignées a certainement aidé un nombre de régions situées près des grands pôles économiques du pays, mais n'a pas atteint les buts qu'il visait partout, et, par exemple, la ville de Shawinigan, même après avoir été désignée, n'a nullement profité du programme, alors que d'autres localités dans le même district en ont tiré avantage.

Je suis heureux de constater que le discours du trône indique que le gouvernement a l'intention de réviser son programme afin de l'améliorer et d'aider les endroits où le niveau de vie est trop bas et le chômage trop élevé. On doit s'en réjouir, car il faut à tout prix débarrasser le pays de toute forme de paupérisme. Chaque coin de ce territoire doit fournir à son habitant un niveau de vie convenable digne de notre richesse!

Comme le niveau de la vie est directement relié à la productivité, il faut établir les organismes qui permettront aux personnes qui perdent leur emploi de se rétablir comme «actif» dans l'économie en se trouvant un emploi le plus rapidement possible. Pour ce faire, le gouvernement devra établir un programme encore plus dynamique de rééducation des travailleurs déplacés à cause de l'automation et une politique plus moderne en ce qui concerne la mobilité du travailleur.

Pourquoi n'établirions-nous pas un programme d'aide financière pour les personnes qui doivent changer de ville pour occuper un autre emploi, et ce à cause de l'automation?

Je suis convaincu que le parti libéral, qui a toujours été à l'avant-garde de la politique sociale au Canada depuis 50 ans, s'attaquera avec vision et détermination, et ce dans le cadre des objectifs économiques que le Conseil économique nous a tracés, à la rééducation des travailleurs déplacés, à la mobilité de la main-d'œuvre, à la productivité et à la décentralisation industrielle pour que chaque coin du sol canadien devienne une oasis confortable pour chaque citoyen.

Je suis heureux de constater que le discours du trône prévoit l'étude de programmes nouveaux dans ce sens.

Toutefois, le peuple le plus prospère ne serait pas heureux s'il ne se trouvait pas une flamme d'idéal qui brûle dans le cœur de sa jeunesse. Nous constatons que les jeunes, particulièrement ceux du Québec, se sont désintéressés de la politique fédérale et que le climat de tension qui a régné en cette Chambre, où il fallait prendre des semaines et des semaines pour régler des problèmes normaux, les indignent tout simplement.

C'est pourquoi il faut établir de toute urgence des programmes d'action pour la jeunesse, programmes qui séduiront son imagination, qui stimuleront son esprit de